

Liban : politique de la canonnière

vendredi 28 juillet 2006, par [LCR \(France\)](#), [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2006).

Ces bombes tombant sans discontinuer sur tout un pays, ces infrastructures systématiquement détruites au risque d'une tragédie humanitaire, ces centaines de morts, ces milliers de blessés, ces colonnes impressionnantes de réfugiés : à l'heure où ces lignes sont écrites, quinze jours après le déclenchement de l'agression israélienne contre le Liban, nul ne peut plus croire à la fable d'une action de « légitime défense », motivée par le seul souci de récupérer les deux soldats capturés par le Hezbollah.

Même les Nations unies, par l'entremise d'un émissaire de leur secrétaire général, ont fini par reconnaître que le gouvernement de Tel-Aviv commettait « une violation du droit humanitaire ». Il était temps ! Cette offensive sans précédent depuis l'offensive de Tsahal jusqu'aux portes de Beyrouth, en 1982, touche en effet toutes les composantes de la société libanaise. Elle se déroule au mépris des conventions de Genève, allant jusqu'à recourir, par exemple, à des bombes au phosphore ou à des engins à fragmentation, tirés par des drones et dotés de sous-munitions à retardement. Et l'on ne saurait oublier que la bande de Gaza fait face, elle aussi, aux bombardements incessants de l'armée israélienne et aux incursions meurtrières de ses commandos. Les deux questions sont, en effet, liées.

Ne tournons pas autour du pot : c'est à une véritable prise en otage d'un pays en principe souverain et d'une terre sous occupation depuis des lustres que nous sommes aujourd'hui confrontés. L'affrontement dont l'État d'Israël a pris l'initiative, à Gaza et au Liban, s'inscrit dans la stratégie de « guerre sans limites » que Washington a décidé d'imposer à la planète, sous prétexte de lutte contre le « terrorisme ». Avec l'invasion anglo-américaine de l'Irak en 2003, la Maison Blanche n'a jamais caché que son objectif consistait à bâtir un « grand Moyen-Orient » sous sa férule. Ce qui implique un remodellement de toute la région concernée, la modification en profondeur de ses équilibres internes, la réorientation de la politique - voire de la composition - des régimes en place si elle n'est pas conforme aux vœux de l'Empire, le contrôle par ce dernier des ressources naturelles des pays concernés. En l'occurrence, avec la guerre actuelle, le gouvernement israélien d'Ehud Olmert agit en bras armé d'une volonté d'imposer, aux questions palestinienne et libanaise, une solution conforme à cette ambition.

Il s'agit, plus précisément, d'acculer toujours davantage le mouvement national palestinien et de le diviser, de briser les reins de cette composante active de la résistance populaire libanaise que structure le Hezbollah, de créer du même coup les conditions d'un nouvel ordre politique au Liban et de modifier, dans la foulée, la donne régionale au détriment de ces deux puissances moyennes, en belligérance larvée avec les États-Unis, que sont l'Iran et la Syrie. Telle est l'interprétation qu'il faut donner au soutien sans faille de George W. Bush au pouvoir israélien... Comme à l'exigence, sans cesse réitérée par la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, que les opérations de ce dernier ne s'interrompent que pour laisser place à une force militaire internationale ayant mandat de finir le travail. Après que l'armée israélienne a réoccupée une partie du sud Liban.

Ce n'est pas d'une banale « force d'interposition » qu'il est question ici, mais de l'envoi sur le terrain d'un contingent d'intervention dans la vie politique libanaise, dont l'objectif serait, conformément à la résolution 1559 de l'ONU, de désarmer prioritairement le Hezbollah, de le défaire politiquement et d'imposer à la tête du Liban un gouvernement moins fragile que l'actuel... pour appliquer

servilement l'orientation souhaitée par l'axe Washington/Tel-Aviv. M^{me} Rice ne dissimule rien de ses objectifs véritables lorsqu'elle indique que tout accord politique futur ne devra laisser aucune place pour « les groupes terroristes et les groupes non autorisés capables d'utiliser le territoire du Liban puis de lancer des activités illégales et ensuite de plonger le Liban et la région dans la guerre ». Et le ministre de la Défense israélien, Amir Peretz, surenchérit, en préconisant que l'intervention de la communauté internationale s'opère, non sous l'égide de l'ONU, mais sous celui de l'Otan. Tout est dit...

C'est à cette politique que souscrivent manifestement Chirac et son gouvernement en n'ayant pas eu un mot de condamnation de la guerre israélienne à Gaza comme au Liban, et en expédiant, au large de Beyrouth, ce qui pourrait constituer l'avant-garde d'une composante française d'un corps expéditionnaire. Une politique d'autant plus dangereuse et condamnable, qu'à l'image de ce qui a suivi l'occupation de l'Irak, elle pourrait embraser la région tout entière et se traduire par un surcroît de désolation, de morts et de destruction pour les peuples. L'universitaire libanais Georges Corm parlait d'or, dans *Le Monde* du 25 juillet : « *La communauté internationale ne doit pas instrumentaliser encore plus le Liban dans la partie de bras de fer régionale actuelle et ne doit pas tenter d'exaspérer les divisions des Libanais ou d'ignorer les uns au profit des autres. Ne serait-il pas temps d'ailleurs, au Proche-Orient, de tenter une autre voie que la politique de la canonnière, qui a si bien caractérisé le XIX^e siècle colonial et qui renaît de ses cendres aujourd'hui de façon scandaleuse ?* » Nous ne saurions mieux dire...

Christian Picquet

* *Paru dans Rouge n° 2169 du 27 juillet 2006.*

Communiqué de la LCR

Le 17 juillet 2006

Halte à l'invasion israélienne au Liban et en Palestine !

La double agression israélienne, contre la bande de Gaza et contre le territoire libanais, a déjà fait des dizaines de morts et détruit les infrastructures civiles. Israël veut soumettre le Liban au même siège et blocus que Gaza. L'armée israélienne vient à présent d'envahir le Liban.

L'enlèvement de soldats israéliens à Gaza et au Liban ne saurait justifier l'attaque généralisée d'Israël contre les populations civiles palestiniennes et libanaises.

Faut-il rappeler qu'Israël détient 9000 prisonniers palestiniens et des dizaines de Libanais, parfois depuis des dizaines d'années, à l'instar du militant communiste libanais Samir Kantar ? Que son gouvernement a entrepris d'annexer une importante partie de la Cisjordanie et Jérusalem-Est, qu'il développe à cette fin des colonies et construit un véritable mur de la honte, qu'il occupe les territoires libanais des Fermes de Chaaba et le plateau syrien du Golan au mépris du droit international ?

La LCR condamne l'alignement de la communauté internationale, France incluse, sur les positions d'Israël et des Etats-Unis.

Des sanctions politiques et économiques contre l'État d'Israël s'imposent, et les milliers de prisonniers politiques détenus par Israël doivent être libérés. Seuls le retrait de l'armée israélienne

sur les frontières de 1967, l'évacuation du Golan et des territoires libanais encore occupés, le démantèlement de toutes les colonies, une véritable négociation incluant le droit au retour des réfugiés, la question vitale de l'eau et le partage de Jérusalem, la libération de tous les prisonniers, peuvent être la base d'une solution politique pour la région.

La LCR affirme sa pleine solidarité avec les peuples libanais et palestinien, tout comme elle reconnaît comme pleinement légitime leur droit de résister à l'occupation coloniale et aux agressions de l'Etat d'Israël.